

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1995

15 AOÛT 1995

Questions
et
Réponses

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1995

15 AUGUSTUS 1995

Vragen
en
Antwoorden

SOMMAIRE

INHOUD

Un sommaire par objet est reproduit <i>in fine</i> du bulletin		<i>In fine</i> van het bulletin is een zaakregister afgedrukt
Premier ministre	7	Eerste minister
Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications	—	Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie
Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur	—	Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken
Vice-Premier ministre et ministre de la Défense nationale	—	Vice-Eerste minister en minister van Landsverdediging
Vice-Premier ministre et ministre du Budget	—	Vice-Eerste minister en minister van Begroting
Ministre des Finances et du Commerce extérieur	—	Minister van Financiën en Buitenlandse Handel
Ministre de la Politique scientifique	—	Minister van Wetenschapsbeleid
Ministre de la Santé publique et des Pensions	9	Minister van Volksgezondheid en Pensioenen
Ministre des Affaires étrangères	—	Minister van Buitenlandse Zaken
Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes	—	Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen
Ministre des Affaires sociales	—	Minister van Sociale Zaken
Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises	13	Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
Ministre des Transports	13	Minister van Vervoer
Ministre de la Justice	14	Minister van Justitie
Ministre de la Fonction publique	—	Minister van Ambtenarenzaken
Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre	—	Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister
Secrétaire d'État à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, et Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à l'Environnement, adjoint au ministre de la Santé publique	—	Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, en Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid

Questions auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai réglementaire (Art. 66 du règlement du Sénat)

Vragen waarop niet werd geantwoord binnen de tijd bepaald door het reglement (Art. 66 van het reglement van de Senaat)

(Fr.) : Question posée en français — (N.) : Question posée en néerlandais

(Fr.) : Vraag gesteld in 't Frans — (N.) : Vraag gesteld in 't Nederlands

Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur

Question n° 1 de M. Hostekint du 5 juillet 1995 (N.) :

Octroi du titre honorifique aux anciens conseillers communaux.

Les conseillers communaux, réunis en séance à huis clos du conseil, sont autorisés à octroyer à un bourgmestre ou à un échevin sortant de charge le titre honorifique de ses fonctions (art. 94 de la nouvelle loi communale, art. 1^{er} et 4 de la loi du 10 mars 1980).

Il semblerait que le conseil communal n'a ni la faculté, ni le loisir d'octroyer éventuellement le titre honorifique à un ancien conseiller communal. La nouvelle loi communale n'en donne pas la possibilité. À cet égard, on ne peut se référer qu'à des instructions ministérielles.

J'aimerais que l'honorable ministre me dise s'il envisage d'autoriser le conseil communal (au moyen d'une loi ou d'un arrêté royal) à octroyer à un conseiller communal sortant de charge, et ayant une certaine ancienneté (à déterminer), le titre honorifique de ses fonctions.

Question n° 2 de M. Boutmans du 7 juillet 1995 (N.) :

Exercices internationaux de police et de sécurité.

1. a) À quels exercices internationaux de police et de sécurité des services belges ont-ils participé depuis mai 1993 ? Quels sont ces services et avec quelles unités étrangères l'ont-ils fait, à quelle date et en quel lieu ?

b) Quelles étaient la nature et la finalité de chaque exercice ?

c) Par qui ou dans quel contexte fut-il organisé ?

2. a) À quels cours internationaux des Belges ont-ils participé depuis mai 1993 ? De quels services de sécurité et de police faisaient-ils partie ? À quelle date et en quel lieu ces cours furent-ils dispensés ?

b) Quel était le contenu de chacun de ces cours ?

c) Quels étaient les services étrangers présents ?

d) Par qui et dans quel contexte furent-ils organisés ?

Ministre des Finances et du Commerce extérieur

Finances

Question n° 1 de M. Loones du 5 juillet 1995 (N.) :

Déclarations de revenus. — Enquête approfondie et enquête sommaire.

Selon les nouvelles méthodes d'enquête utilisées à partir de l'année d'imposition 1994 pour contrôler les déclarations à l'IPP et à l'ISOC, une distinction est faite entre les dossiers qui doivent faire l'objet d'un contrôle approfondi et ceux qui ne doivent faire l'objet que d'un contrôle sommaire.

Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken

Vraag nr. 1 van de heer Hostekint d.d. 5 juli 1995 (N.) :

Toekenning ere-titel aan gewezen gemeenteraadsleden.

Het is aan de gemeenteraadsleden in een niet-openbare gemeenteraadszitting toegelaten aan een uittredende burgemeester of schepenen de ere-titel verbonden aan dit ambt toe te kennen (art. 94 van de nieuwe gemeentewet, art. 1 en 4 van de wet van 10 maart 1980).

Het blijkt dat de eventuele toekenning van de ere-titel aan een gewezen gemeenteraadslid door de gemeenteraad niet kan noch mag. Dit wordt niet voorzien in de nieuwe gemeentewet. Er kan in dit verband enkel verwezen worden naar ministeriële onder-richtingen.

Graag had ik van de geachte minister vernomen of hij overweegt om de gemeenteraad de toestemming te geven (via wet of koninklijk besluit) om aan een uittredend raadslid met een bepaalde (nader te omschrijven) anciënniteit de ere-titel van het uitgeoefende mandaat toe te kennen.

Vraag nr. 2 van de heer Boutmans d.d. 7 juli 1995 (N.) :

Internationale politionele en veiligheidsoefeningen.

1. a) Aan welke internationale politionele en veiligheidsoefeningen met welke buitenlandse eenheden hebben welke Belgische diensten sinds mei 1993 op welke datum en op welke plaats deelgenomen ?

b) Wat was telkens de aard en de taak van de oefening ?

c) Door wie of in welk verband werd ze georganiseerd ?

2. a) Aan welke internationale cursussen hebben welke Belgische personen van welke veiligheids- en politiediensten sinds mei 1993 op welke datum en op welke plaats deelgenomen ?

b) Wat was telkens de inhoud van de cursus ?

c) Welke buitenlandse diensten waren aanwezig ?

d) Door wie en in welk verband werden ze georganiseerd ?

Minister van Financiën en Buitenlandse Handel

Financiën

Vraag nr. 1 van de heer Loones d.d. 5 juli 1995 (N.) :

Belastingaangiften. — Grondig en summier onderzoek.

De nieuwe onderzoeksmethodes vanaf het aanslagjaar 1994 voor het nazicht van de aangiften in de personenbelasting en de vennootschapsbelasting maken een onderscheid tussen dossiers die grondig en andere die slechts summier nagezien worden.

Selon mes informations, la plupart des services de taxation ne soumettent à une enquête approfondie que 5 à 10 p.c. des dossiers. Ils approuvent les autres 90 à 95 p.c. des dossiers sans contrôle réel. C'est dû bien sûr au fait que les contrôles approfondis absorbent tellement de temps qu'il n'en reste guère.

Par ailleurs, les contrôles approfondis coûtent généralement cher aux contribuables et leur prennent beaucoup de temps non seulement parce qu'ils doivent remplir des questionnaires détaillés, mais aussi parce que les enquêtes prennent des semaines et, parfois, des mois, si bien que les honoraires qu'ils doivent verser aux conseils fiscaux qui les assistent atteignent des niveaux importants.

C'est à juste titre que les contribuables dont la déclaration est soumise à une enquête approfondie estiment que ce traitement engendre une discrimination et donne lieu à une concurrence déloyale de la part de tiers. Ils se demandent sur quels normes et critères on se fonde pour décider d'effectuer une enquête approfondie.

Par ailleurs, la procédure en question irrite le personnel même des services des impôts et aggrave leur démotivation.

L'honorable ministre pourrait-il me fournir une réponse aux questions suivantes :

1° Est-il justifié de faire une distinction entre une enquête approfondie et une enquête sommaire, alors qu'en principe tous les Belges sont égaux devant la loi ?

2° Sur quels critères se base-t-on pour décider de procéder à une enquête approfondie ?

3° Prendra-t-il des mesures ou des initiatives pour garantir que les déclarations de revenus seront soumises à des enquêtes identiques ? Quelles seront ces mesures ? Le cas échéant, pourquoi ne prendrait-il aucune mesure ni initiative ?

Question n° 2 de M. Loones du 5 juillet 1995 (N.) :

Fisc. — Longs questionnaires.

La plupart des services de taxation de l'administration des Contributions directes soumettent certaines déclarations à un contrôle (très) approfondi. Ce contrôle concernerait 5 à 10 p.c. des dossiers à examiner annuellement, tandis que les autres ne seraient pratiquement pas vérifiés. Lors de ces contrôles approfondis, on envoie au contribuable de très longs questionnaires du type 332. Ces questionnaires exigent parfois de très longues recherches et peuvent prendre énormément de temps et être très coûteux.

Le ministre des Finances de l'époque avait déclaré que le gouvernement désapprouvait les demandes de renseignements excessifs (Chambre, session 1961-1962, doc. 264/42), et que l'administration ne pourrait faire usage des pouvoirs qui lui étaient conférés qu'avec discernement et modération (Sénat, session 1961-1962, doc. 366). Selon un compte rendu aux *Annales parlementaires* (15 juin 1962, p. 85), il est inadmissible que l'administration demande des renseignements entraînant pour le contribuable des pertes de temps et des frais considérables.

L'honorable ministre partage-t-il toujours cette interprétation ? Peut-il se rallier au critère, jadis d'application générale, en vertu duquel le questionnaire ne peut contenir des demandes de renseignements que le fonctionnaire taxateur peut trouver lui-même, de manière à éviter toute perte de temps et d'argent pour le contribuable ? Ce critère est-il toujours de rigueur ?

L'honorable ministre n'estime-t-il pas, dans le cadre des méthodes modernes d'examen des dossiers retenus pour un contrôle approfondi, qu'il conviendrait de donner des instructions précises pour prévenir les questionnaires inutilement longs ? Les nouvelles méthodes d'examen, en effet, ont fait réapparaître le phénomène des trop longs questionnaires, jadis dénoncé à de multiples reprises.

Uit inlichtingen blijkt dat bij de meeste taxatiediensten 5 à 10 pct. van de bundels aan zo'n grondig onderzoek worden onderworpen. De overige 90 à 95 pct. worden zonder enig reëel nazicht goedgekeurd. Uiteraard is dit het gevolg van het tijdsgebrek dat ontstaat door de langdurende grondige nazichten.

Zo'n grondig nazicht is voor de belastingplichtige gewoonlijk zeer geld- en tijdrovend, niet alleen wegens de uitgebreide vragenlijsten, doch ook wegens de wekenlange, soms maandenlange onderzoeken die dan belangrijke honoraria voor de helpende belastingkonsulent met zich brengen.

Belastingplichtigen wier aangifte aan een grondig onderzoek wordt onderworpen, ervaren die behandeling terecht als discriminerend en als oneerlijke concurrentie vanwege derden. Zij vragen zich af welke normen en criteria voor een grondig onderzoek gehanteerd worden.

Deze handelwijze veroorzaakt ook wrevel bij het belastingpersoneel zelf en werkt de demotivering in de hand.

Graag zou ik een antwoord op volgende vragen krijgen :

1° Acht de geachte minister het onderscheid tussen grondig en summier onderzoek verantwoord tegenover het wettelijk gegeven dat alle Belgen voor de wet gelijk zijn ?

2° Welke criteria worden gehanteerd voor selectie tot een grondig onderzoek ?

3° Zal de geachte minister maatregelen of initiatieven nemen om een gelijke behandeling voor onderzoek van belastingaangiften te garanderen ? Welke maatregelen ? Waarom desgevallend niet ?

Vraag nr. 2 van de heer Loones d.d. 5 juli 1995 (N.) :

Fiscus. — Lange vragenlijsten.

De meeste taxatiediensten van de administratie der Directe Belastingen onderwerpen sommige aangiften aan een (zeer) grondig onderzoek. Het gaat naar verluidt om 5 à 10 pct. van de te onderzoeken dossiers per jaar, terwijl de andere dossiers nagenoeg geen nazicht krijgen. Bij die grondige controles worden ellenlange vragenlijsten type 332 verzonden. Deze lijsten vergen soms wekenlange opzoekingen en kunnen zeer tijd- en geldrovend zijn.

De toenmalige minister van Financiën verklaarde eerder dat de regering het vragen van overdreven inlichtingen uit den boze acht (Kamer, zitting 1961-1962, doc. 264/42), en dat de administratie slechts een goed overwogen en gematigd gebruik mag maken van de haar verleende bevoegdheid (Senaat, zitting 1961-1962, doc. 366). Volgens een verslag in de *Parlementaire Handelingen* (15 juni 1962, blz. 85) is het niet aanvaardbaar dat de administratie zulkdanige inlichtingen vraagt die voor de belastingplichtige ongehoord veel tijdverlies en kosten meebrengen.

Deelt de geachte minister nog steeds deze interpretatie ? Kan hij het vroeger algemeen geldend criterium bijtreden, waardoor in een vragenlijst geen inlichtingen mogen worden opgevraagd die de taxatie-ambtenaar zelf kan vinden, om aldus tijd- en geldverlies voor de belastingplichtige te vermijden ? Is dat criterium nog steeds geldig ?

Acht de geachte minister het aangewezen om, in het kader van de moderne onderzoeksmethodes van bundels die voor grondig nazicht geselecteerd zijn, precieze voorschriften uit te schrijven om nodeloos lange vragenlijsten te voorkomen ? De nieuwe onderzoeksmethodes doen immers het fenomeen van te lange vragenlijsten, vroeger herhaaldelijk aangeklaagd, weer opduiken.

Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes

Question n° 2 de M. Daras du 10 juillet 1995 (Fr.):

Intervention de l'assureur en cas de litige concernant un accident de travail et/ou sur le chemin du travail.

Les accidents du travail et/ou sur le chemin du travail sont résumés comme tels jusqu'à preuve du contraire.

En cas de contestation, les litiges sont portés devant le tribunal du travail.

L'honorable ministre peut-elle m'indiquer:

1° Si les assureurs peuvent refuser de prendre en considération un accident du travail et/ou sur le chemin du travail alors qu'une procédure est en cours devant le tribunal du travail;

2° Si cette décision les dispense de couvrir les frais en cause;

3° Si oui, à partir de quel moment: la date de l'accident ou la date de l'annonce officielle de leur refus?

Ministre des Affaires sociales

Question n° 3 de M. Anciaux du 5 juillet 1995 (N.):

Vaccination contre l'hépatite B.

Il ressort d'une étude réalisée par le service Épidémiologie et Médecine sociale de l'UIA pour le compte du ministre L. Peeters en son ancienne qualité de ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales que l'organisation généralisée d'une vaccination de routine contre l'hépatite B serait financièrement avantageuse à long terme. On avait déjà acquis, précédemment, la conviction qu'un programme de vaccination généralisé s'impose.

L'INAMI pourrait encore récupérer les investissements nécessaires à la vaccination du vivant des bénéficiaires de celle-ci. La mise en œuvre d'un programme de vaccination systématique libérerait des fonds que l'on pourrait affecter plus efficacement à de nouveaux objectifs dans le secteur des soins de santé.

En vue du financement de cette mesure, on a déjà proposé que l'INAMI couvre le coût de la vaccination et les Communautés celui de l'organisation du programme.

— L'honorable ministre connaît-elle cette étude et qu'en est-il de l'intention de mettre en œuvre un programme de vaccination généralisé?

— Quelles sont les conclusions actuelles du groupe de travail ad hoc qui avait été créé au cours de la précédente législature et au sein duquel le financement de cette mesure allait être discuté?

Question n° 4 de M. Anciaux du 5 juillet 1995 (N.):

Nouvelles conventions pour ce qui est des centres de rééducation fonctionnelle.

Selon certaines informations, le service des soins de Santé de l'INAMI serait en train d'élaborer de nouvelles conventions pour ce qui est des centres de rééducation fonctionnelle.

Elles prévoiraient l'application de critères sensiblement plus stricts aux personnes susceptibles d'être traitées dans ces centres. La durée de la rééducation fonctionnelle serait, par ailleurs, limitée à une période unique de deux ans.

Enfin, on instaurerait un ticket modérateur par prestation pour la plupart des patients.

1. L'honorable ministre a-t-elle connaissance de ces projets et a-t-on l'intention de maintenir ces mesures?

Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen

Vraag nr. 2 van de heer Daras d.d. 10 juli 1995 (Fr.):

Optreden van de verzekeraar in geval van een geschil omtrent een arbeidsongeval en/of een ongeval op weg naar en van het werk.

Arbeidsongevallen en/of ongevallen op weg naar en van het werk worden als zodanig beschouwd tot het tegendeel is bewezen.

Bij betwisting worden de geschillen voor de arbeidsrechtbank gebracht.

Kan de geachte minister mij mededelen:

1° Of verzekeraars kunnen weigeren een arbeidsongeval en/of een ongeval op weg naar of van het werk in aanmerking te nemen terwijl daarover een rechtspleging voor de arbeidsrechtbank aan de gang is;

2° Of die beslissing de verzekeraars vrijstelt van het dekken van de kosten;

3° Zo ja, vanaf welk tijdstip: de datum van het ongeval of de datum van de officiële kennisgeving van hun weigering?

Minister van Sociale Zaken

Vraag nr. 3 van de heer Anciaux d.d. 5 juli 1995 (N.):

Hepatitis B-vaccinatie.

Uit onderzoek, uitgevoerd door de dienst Epidemiologie en Sociale Geneeskunde van de UIA in opdracht van minister L. Peeters in zijn voormalige functie van Vlaams minister van Tewerkstelling en Sociale Aangelegenheden, blijkt dat de invoering van een veralgemeende «georganiseerde» routinevaccinatie tegen hepatitis B op lange termijn kostenbesparend zou zijn. Eerder was de overtuiging reeds aanwezig dat een veralgemeend vaccinatieprogramma noodzakelijk is.

De vaccinatie-investeringen zouden nog tijdens het leven van de betrokkenen door het RIZIV kunnen gerecupereerd worden. Door de implementatie van een systematisch vaccinatieprogramma zouden aldus middelen vrijkomen die op een efficiëntere manier elders in de gezondheidszorg kunnen besteed worden.

Om deze maatregel te financieren werd reeds voorgesteld dat het RIZIV zou instaan voor het betalen van de vaccinatieprijs terwijl de Gemeenschappen zouden kunnen instaan voor de organisatie van het programma.

— Is de minister op de hoogte van dit onderzoek en wat zijn de intenties om een veralgemeend vaccinatieprogramma door te voeren?

— Hoe ver staat het met de bevindingen van de ad hoc werkgroep die tijdens de vorige legislatuur werd opgericht en waarin de financiering van deze maatregel zou worden besproken?

Vraag nr. 4 van de heer Anciaux d.d. 5 juli 1995 (N.):

Nieuwe conventies voor revalidatiecentra.

Door de dienst voor Geneeskundige Verzorging van het RIZIV zouden nieuwe conventies worden uitgewerkt voor de revalidatiecentra.

Hierbij zouden de criteria voor wie in aanmerking kan komen om behandeld te worden in deze centra aanzienlijk worden verstrengd. Er zou eveneens een limiet van twee jaar revalidatieduur worden ingevoerd, zonder dat een verlenging mogelijk is.

Tenslotte zou voor de meeste patiënten een remgeld per prestatie worden ingevoerd.

1. Zijn deze plannen bij de geachte minister bekend en is men van plan deze maatregelen te handhaven?

2. Quelle solution l'honorable ministre prévoit-elle en faveur des personnes dont l'état rend une rééducation fonctionnelle limitée à deux ans maximum insuffisante ?

3. Quelle solution l'honorable ministre prévoit-elle pour les personnes qui ne peuvent plus bénéficier des dispositions de la nouvelle réglementation, mais qui ont besoin d'une guidance lors de la rééducation fonctionnelle ?

4. Quelle solution l'honorable ministre prévoit-elle pour les familles dont plusieurs membres doivent suivre un traitement, en raison, par exemple, de facteurs héréditaires, et qui ont, dès lors, à supporter une charge très lourde en tickets modérateurs ?

Ministre de la Justice

Question n° 3 de M. Erdman du 5 juillet 1995 (N.):

Procédure disciplinaire applicable au personnel des greffes.

Selon l'arrêt du 26 avril 1994 de la Cour d'arbitrage, les articles 415, deuxième alinéa, et 610 du Code judiciaire combinés avec l'article 1088 du même code (dont la lecture conjointe était jusqu'alors admise), interprétés en ce sens que seul le procureur général près la Cour de cassation peut, sur les instructions du ministre de la Justice, introduire une demande en annulation d'une décision d'un procureur général près une Cour d'appel infligeant à un greffier la peine disciplinaire de l'avertissement ou de la censure, violent les articles 10 et 11 de la Constitution.

Pourriez-vous me dire si, à la suite de cet arrêt, des mesures ont été prises pour permettre au personnel des greffes concerné d'introduire un recours et si l'on a fourni au personnel l'information nécessaire pour le faire ?

Dans le même arrêt, la Cour d'arbitrage constate qu'elle n'a pas été saisie de la question de savoir si l'article 608 du Code judiciaire, combiné avec l'article 14, premier alinéa, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, viole les articles de la Constitution du fait que le personnel des greffes n'est pas habilité à introduire un recours contre une sanction disciplinaire d'avertissement ou de censure infligée par un procureur général près la Cour d'appel. On pourrait conclure des considérations de l'arrêt précité et de la jurisprudence du Conseil d'État à laquelle il est fait référence que le principe de l'égalité doit être examiné, en l'espèce, à la lumière de la question de savoir si les moyens utilisés sont proportionnés à l'objectif poursuivi.

A-t-on fait, à la suite de cet arrêt et des considérations émises par la Cour d'arbitrage sur ce point, des démarches en vue de prévoir éventuellement une possibilité de recours devant le pouvoir judiciaire, à la place d'une possibilité de recours formel devant le Conseil d'État, cette dernière ayant toujours été rejetée du point de vue légal et du point de vue jurisprudentiel ?

2. Welke oplossing voorziet de geachte minister voor mensen, waarvoor de revalidatieperiode van twee jaar onvoldoende blijkt ?

3. Welke oplossing voorziet de geachte minister voor mensen die door de nieuwe regeling uit de boot vallen, maar toch nood hebben aan begeleiding bij de revalidatie ?

4. Welke oplossing voorziet de geachte minister voor gezinnen die bijvoorbeeld ten gevolge van erfelijkheidsfactoren, meerdere leden van het gezin moeten laten behandelen en bijgevolg geconfronteerd worden met een zeer hoge last aan remgelden ?

Minister van Justitie

Vraag nr. 3 van de heer Erdman d.d. 5 juli 1995 (N.):

Tuchtprocedure griffiepersoneel.

Volgens het arrest van 26 april 1994 van het Arbitragehof, is de lezing (die tot hiertoe werd aanvaard) van artikelen 415, lid 2, en 610 van het Gerechtelijk Wetboek gecombineerd met artikel 1088 van het Gerechtelijk Wetboek in de zin dat enkel de procureur-generaal bij het Hof van cassatie, op instructie van de minister van Justitie, een verhaal tot nietigverklaring kan instellen van een door een procureur-generaal van een Hof van beroep genomen beslissing, waarbij een tuchtstraf van waarschuwing of censuur werd opgelegd aan een griffier, strijdig met artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Mag ik van u vernemen of ingevolge dit arrest maatregelen werden getroffen om een verhaal mogelijk te maken voor bedoeld griffiepersoneel en werd desbetreffende passende informatie aan het personeel verstrekt ?

In hetzelfde arrest stelt het Arbitragehof vast dat het niet gevat is met de vraag of artikel 608 van het Gerechtelijk Wetboek samen gelezen met artikel 14, alinea 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, de artikelen van de Grondwet schenden in zoverre het griffiepersoneel niet gerechtigd is om een verhaal in te stellen tegen een tuchtsanctie van waarschuwing of censuur, opgelegd door een procureur-generaal bij het Hof van beroep. In het licht van de beschouwingen van het voormeld arrest en in het licht van de rechtspraak van de Raad van State, waarnaar verwezen wordt, zou men kunnen besluiten dat hier het principe van gelijkheid moet getoetst worden in het kader van de proportionaliteit van middelen en doel.

Werden er ingevolge dit arrest en de beschouwingen van het Arbitragehof op dat punt stappen ondernomen om eventueel een verhaal uit te bouwen, binnen de gerechtelijke macht en niet noodzakelijkerwijze een formeel verhaal voor de Raad van State dat wettelijk en jurisprudentieel steeds werd verworpen ?

Questions posées par les Sénateurs et réponses données par les Ministres

Vragen van de Senatoren en antwoorden van de Ministers

(Fr.): Question posée en français — (N.): Question posée en néerlandais

(Fr.): Vraag gesteld in 't Frans — (N.): Vraag gesteld in 't Nederlands

Premier ministre

Question n° 4 de M. Erdman du 27 juillet 1995 (N.):

Accords de coopération entre l'État, les Communautés et les Régions.

L'article 15 de la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles règle, en insérant dans cette dernière un article 92bis, la coopération entre l'État, les Communautés et les Régions.

L'article 66 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (*Moniteur belge* du 17 janvier 1989), l'article 3 de la loi spéciale du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions (*Moniteur belge* du 8 mai 1993) et l'article 61 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État (*Moniteur belge* du 20 juillet 1993) modifient et complètent les dispositions initiales de l'article 92bis.

L'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale dispose ainsi que «l'État, les Communautés et les Régions peuvent conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la création et la gestion conjointes de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun». Cette disposition permet un exercice commun des compétences.

Dans certains cas, les Régions sont tenues de conclure des accords de coopération, notamment «pour le règlement des questions relatives:

- a) À l'hydrologie et à la maîtrise des eaux, aux voies hydrauliques qui dépassent les limites d'une Région, aux travaux à décider et mesures à prendre par une Région, dont la mise en œuvre ou l'absence sont susceptibles de causer un dommage dans une autre Région;
- b) Aux tronçons de routes et aux biefs des voies hydrauliques qui dépassent les limites d'une Région et aux ports situés sur le territoire de plus d'une Région;
- c) Aux services de transport en commun urbains et vicinaux et services de taxis qui s'étendent sur le territoire de plus d'une Région» (article 92bis, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980).

Par ailleurs, l'autorité fédérale et les Régions sont tenues de conclure des accords de coopération:

- a) «Pour l'entretien, l'exploitation et le développement des réseaux de télécommunication et de télécontrôle qui, en rapport avec le transport et la sécurité, dépassent les limites d'une région;
- b) Pour l'application aux niveaux fédéral et régional des règles fixées par la Communauté européenne concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles;
- c) Pour la coordination des politiques d'octroi du permis de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi de travailleurs étrangers» (article 92bis, § 3, de la loi spéciale).

Eerste minister

Vraag nr. 4 van de heer Erdman d.d. 27 juli 1995 (N.):

Samenwerkingsakkoorden tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Artikel 15 van de wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen regelt — door invoeging van een artikel 92bis — de samenwerking tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Artikel 66 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten (*Belgisch Staatsblad* van 17 januari 1989), artikel 3 van de bijzondere wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten (*Belgisch Staatsblad* van 8 mei 1993) en artikel 61 van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur (*Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1993) wijzigen de oorspronkelijke bepalingen van artikel 92bis en vullen deze aan.

Zo bepaalt artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet dat «de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten samenwerkingsakkoorden kunnen sluiten die onder meer betrekking hebben op de gezamenlijke oprichting en het gezamenlijk beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden, of op de gemeenschappelijke ontwikkeling van initiatieven». Hierdoor wordt een gezamenlijke uitoefenen van de bevoegdheden mogelijk.

In sommige gevallen zijn de Gewesten verplicht om samenwerkingsakkoorden te sluiten, onder meer «voor de regeling van de aangelegenheden die betrekking hebben:

- a) Op de hydrologie en de waterbeheersing, op de waterwegen die de grenzen van een Gewest overschrijden, op de te beslissen werken en de te nemen maatregelen door een Gewest, waarvan de inwerkingtreding of de afwezigheid schade zou kunnen veroorzaken in een ander Gewest;
- b) Op de vakken van wegen en de panden van waterwegen die de grenzen van een Gewest overschrijden en op de havens die zich op het grondgebied van meer dan één Gewest bevinden;
- c) Op de diensten voor gemeenschappelijk stads- en streekvervoer en taxidiensten, die zich uitstrekken over meer dan één Gewest» (artikel 92bis, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980).

Aan de andere kant zijn de federale overheid en de Gewesten verplicht samenwerkingsakkoorden te sluiten:

- a) «Voor het onderhoud, de exploitatie en de ontwikkeling van de telecommunicatie- en telecontrole-netwerken die, in verband met het verkeer en de veiligheid, de grenzen van een Gewest overschrijden;
- b) Voor de toepassing op federaal en gewestelijk vlak van de door de Europese Gemeenschap vastgestelde regelen inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten;
- c) Voor de coördinatie tussen het beleid inzake de arbeidsvergunningen en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten» (artikel 92bis, § 3, van de bijzondere wet).

Les Communautés sont ainsi tenues de conclure des accords de coopération «pour le règlement des questions relatives à l'École de navigation à Ostende et à Anvers et son internat» (article 92bis, § 4, de la loi spéciale).

«L'autorité fédérale, les Communautés et les Régions, chacun pour ce qui le concerne, concluent en tous cas un ou plusieurs accords de coopération portant sur la représentation de la Belgique auprès d'organisations internationales et supranationales et sur la procédure relative à la prise de position et à l'attitude à prendre à défaut de consensus dans ces organisations» (article 92bis, § 4, de la loi spéciale).

«L'autorité fédérale, les Communautés et les Régions concluent en tout cas un accord de coopération pour les modalités de conclusion des traités ne portant pas exclusivement sur les matières qui relèvent de la compétence des Communautés et des Régions et pour les modalités suivant lesquelles des actions sont intentées devant une juridiction internationale ou supranationale visées à l'article 81, § 7, alinéa 4» (article 92bis, § 4ter, de la loi spéciale).

«L'autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté flamande et les Régions concluent en tout cas un accord de coopération pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la province de Brabant vers la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'autorité fédérale» (article 92bis, § 4quater, de la loi spéciale).

L'honorable Premier ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

— Quels sont les accords de coopération qui ont été conclus en application de l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980, y inséré par l'article 15 de la loi spéciale du 8 août 1988 ?

— Quels sont les accords de coopération qui ont été conclus en application de :

- a) L'article 92bis, § 2;
- b) L'article 92bis, § 3;
- c) L'article 92bis, § 4;
- d) L'article 92bis, § 4bis;
- e) L'article 92bis, § 4ter;
- f) L'article 92bis, § 4quater;

de la même loi, y insérés par l'article 15 de la loi spéciale du 8 août 1988 et modifiés par l'article 66 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 (*Moniteur belge* du 17 janvier 1989), l'article 3 de la loi spéciale du 5 mai 1993 (*Moniteur belge* du 8 mai 1993) et l'article 61 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État (*Moniteur belge* du 20 juillet 1993) ?

— Combien d'accords ont-ils déjà été approuvés par tous les parlements concernés ? Combien d'accords n'ont-ils été approuvés qu'au niveau régional et communautaire et pas encore au niveau fédéral ?

— Existe-t-il, sans préjudice de la publication des lois et décrets d'approbation, une compilation des accords de coopération conclus et ratifiés et ne conviendrait-il pas d'en envisager une publication pour l'information du public, même en attendant la procédure d'approbation et la transposition de ces accords dans le droit normatif ?

Réponse: La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, elle ne sera pas reprise dans le bulletin des *Questions et Réponses*. Elle sera toutefois disponible au greffe du Sénat pour consultation.

Zo zijn de Gemeenschappen verplicht samenwerkingsakkoorden af te sluiten «voor de regeling van de aangelegenheden die betrekking hebben op de Zeevaartschool te Oostende en te Antwerpen en het internaat ervan» (artikel 92bis, § 4, van de bijzondere wet).

«De federale overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten sluiten, elk wat hen betreft, in ieder geval één of meer samenwerkingsakkoorden over de vertegenwoordiging van België bij internationale en supranationale organisaties en over de procedure in verband met de standpuntbepaling en met de bij gebreke van consensus aan te nemen houding in deze organisaties» (artikel 92bis, § 4bis, van de bijzondere wet).

«De nationale overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten sluiten in ieder geval een samenwerkingsakkoord over de verdragen die niet uitsluitend betrekking hebben op de aangelegenheden waarvoor de Gemeenschappen of de Gewesten bevoegd zijn en over de nadere regelen voor de rechtsgedingvoering voor een internationaal of supranationaal rechtscollege zoals bedoeld in artikel 81, § 7, vierde lid» (artikel 92bis, § 4ter, van de bijzondere wet).

«De federale overheid, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Gewesten sluiten in ieder geval een samenwerkingsakkoord voor de verplichte overheveling zonder schade-loosstelling van het personeel en de overdracht van de goederen, rechten en verplichtingen van de provincie Brabant naar de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschapscommissies bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen en de federale overheid» (artikel 92bis, § 4quater, van de bijzondere wet).

Kan de geachte Eerste minister mij meedelen :

— Welke samenwerkingsakkoorden gesloten werden als uitvloeisel van artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, ingevoegd bij artikel 15 van de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

— Welke samenwerkingsakkoorden werden gesloten als uitvloeisel van :

- a) Artikel 92bis, § 2;
- b) Artikel 92bis, § 3;
- c) Artikel 92bis, § 4;
- d) Artikel 92bis, § 4bis;
- e) Artikel 92bis, § 4ter;
- f) Artikel 92bis, § 4quater;

van diezelfde wet, ingevoegd bij artikel 15 van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij artikel 66 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 (*Belgisch Staatsblad* van 17 januari 1989), bij artikel 3 van de bijzondere wet van 5 mei 1993 (*Belgisch Staatsblad* van 8 mei 1993) en bij artikel 61 van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuren (*Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1993);

— Hoeveel akkoorden reeds werden goedgekeurd door al de betrokken Parlementen ? Hoeveel akkoorden enkel op gewest- en gemeenschapsniveau goedgekeurd werden en nog niet op federaal vlak;

— Of er — onverminderd de publikatie van de wetten en decreten tot goedkeuring — een bundeling bestaat van de afgesloten en geratificeerde samenwerkingsakkoorden en er geen publikatie ter voorlichting van het publiek moet worden overwogen, zelfs in afwachting van de procedure tot goedkeuring en de draagwijdte van deze akkoorden in het normatieve recht ?

Antwoord: Het antwoord op deze vraag is aan het geachte lid rechtstreeks medegedeeld. Gelet op de omvang ervan, wordt het antwoord niet in het bulletin van *Vragen en Antwoorden* opgenomen. Het zal echter op de griffie van de Senaat voor consultatie ter beschikking worden gehouden.

Ministre de la Santé publique et des Pensions

Santé publique

Question n° 1 de M. Hostekint du 11 juillet 1995 (N.):

Problèmes concernant la qualité de la viande belge.

La semaine passée, la presse a publié les résultats d'une enquête effectuée en Angleterre sur la qualité de divers produits de la viande, parmi lesquels le pâté de foie belge vendu en Angleterre. Selon ces résultats, on aurait trouvé, dans deux pour cent des quantités de pâté de foie examinées, des résidus du répartitionneur Clenbutérol.

Un collaborateur de l'ambassade de Belgique à Londres a toutefois exprimé des doutes concernant l'exactitude de l'enquête. Il a renvoyé à cet effet aux résultats d'enquêtes similaires de ces dernières années, qui s'étaient avérés inexacts.

En tout cas, cette information attire une nouvelle fois l'attention sur un problème qui existe depuis longtemps. Je rappelle à cet égard qu'une enquête a été réalisée récemment dans divers pays européens, dont les résultats ont été publiés au début de cette année dans *Test-Achats*. Ils indiquent que l'on trouve encore de nombreuses traces d'anabolisants et de répartitionneurs dans la viande de bœuf belge.

De toute façon, la lutte contre la mafia des hormones n'est pas terminée. Il faut absolument que les services d'inspection et la justice poursuivent leurs efforts contre elle. De plus, on a constaté plusieurs fois que l'on a à faire, en l'espèce, à des criminels. Il y a quelques mois, nous avons tous été choqués par l'assassinat de l'inspecteur Van Noppen.

J'aimerais que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes:

- Connaît-il les résultats de l'enquête anglaise précitée? Ces résultats sont-ils corrects?
- Quelles sont ses intentions politiques en ce qui concerne la lutte contre la fraude en matière d'hormones?

Réponse: En réponse aux questions de l'honorable membre concernant les articles de presse sur la découverte de Clenbutérol (Angel Dust) dans du pâté de foie belge vendu en Angleterre, j'ai l'honneur de lui fournir les informations suivantes.

L'article du journal *De Morgen* est basé sur un récit qui a fait les gros titres de la presse en novembre 1994. À cette époque, un représentant du Somerset City Council Laboratory avait déclaré que du Clenbutérol avait été découvert dans du pâté de foie en provenance de Belgique.

Je préciserai d'emblée que le laboratoire précité n'est pas un laboratoire officiellement reconnu et qu'aucune procédure correcte d'échantillonnage n'a été suivie.

Les autorités britanniques, à savoir le Veterinary Medicine Directorate (VMD) du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, a effectué immédiatement une enquête. Les 48 échantillons prélevés se sont tous révélés négatifs et ce résultat a fait l'objet d'un communiqué officiel de la part de M. Soames, ministre en charge du département.

Une analyse complémentaire sur 85 échantillons, effectuée par l'Institut d'expertise vétérinaire (IVE), s'avéra également négative.

Je déplore que d'anciennes informations erronées soient ainsi ravivées et viennent injustement jeter le discrédit sur la production belge de viande, à un moment où tous les acteurs du secteur, en collaboration avec les autorités compétentes, s'efforcent de déployer d'importants efforts en vue d'une meilleure qualité des produits.

Minister van Volksgezondheid en Pensioenen

Volksgezondheid

Vraag nr. 1 van de heer Hostekint d.d. 11 juli 1995 (N.):

Problemen in verband met de kwaliteit van het Belgische vlees.

Vorige week raakten in de pers resultaten bekend van een onderzoek dat in Engeland werd uitgevoerd met betrekking tot de kwaliteit van verschillende vleesproducten, onder meer van Belgische leverpastei die in Engeland wordt verkocht. Hieruit zou blijken dat in twee procent van de onderzochte leverpastei residuen werden aangetroffen van de herverdelers Clenbuterol.

Intussen werden door een medewerker bij de Belgische ambassade in Londen twijfels geuit omtrent de correctheid van het onderzoek. Hiervoor werd verwezen naar gelijkaardige onderzoeken die de afgelopen jaren werden uitgevoerd en die onjuist zouden gebleken zijn.

Wat er ook van zij, dit bericht vestigt opnieuw de aandacht op een reeds lang aanslepend probleem. Ik breng hierbij het onderzoek in herinnering dat in diverse Europese landen werd uitgevoerd en begin dit jaar in *Test Aankoop* werd gepubliceerd. Daaruit bleek dat in het Belgisch rundvlees nog steeds veelvuldige sporen van anabolica en herverdelers worden aangetroffen.

De strijd tegen de hormonenmafia is hoedanook nog niet afgelopen. Volgehouden inspanningen van zowel de inspectiediensten als het gerecht zijn daartoe onontbeerlijk. Bovendien is al meermaals gebleken dat we hier met criminelen te doen hebben. Enkele maanden geleden nog werden wij allen geschokt door de moord op inspecteur Van Noppen.

Van de geachte minister had ik graag het volgende vernomen:

- Zijn de resultaten van het geciteerde onderzoek in Engeland u bekend? Zijn deze resultaten correct?
- Welke zijn uw beleidsintenties met betrekking tot de strijd tegen de hormonenfraude?

Antwoord: In antwoord op zijn vragen in verband met de persberichten waarin werd gemeld dat Clenbuterol (Angel Dust) werd aangetroffen in Belgische leverpastei verkocht in Engeland, heb ik de eer het geachte lid de hiernavolgende informatie te geven.

Het bericht van *De Morgen* is gebaseerd op een verhaal dat reeds in november 1994 de pers haalde. Toen verklaarde een vertegenwoordiger van de Somerset City Council Laboratory dat Clenbuterol was aangetroffen in leverpastei van Belgische oorsprong.

Eerst en vooral wil ik mededelen dat het hoger vernoemde laboratorium geen officieel erkend laboratorium is en dat voor de staalname geen correcte procedure werd gevolgd.

Er werd onmiddellijk een onderzoek ingesteld door de Britse autoriteiten, nl. de Veterinary Medicine Directorate (VMD) van het ministry of Agriculture, Fisheries and Food. De 48 stalen die hiervoor werden genomen waren allen negatief en dit resultaat werd officieel bekend gemaakt door de heer Soames, minister verantwoordelijk voor het departement.

Aanvullend onderzoek van het Instituut voor veterinaire keuring (IVK) op 85 stalen bleek eveneens negatief.

Ik betreurt het oprakelen van dergelijke oude foutieve berichten, die de Belgische vleesproductie ten onrechte in diskrediet brengen, op een ogenblik dat alle geledingen van de sector tesamen met de bevoegde overheid grote inspanningen leveren voor een betere kwaliteit van de producten.

En ce qui concerne mes intentions politiques face à la problématique de lutte contre l'utilisation de stimulateurs de croissance dans l'engraissement, je peux préciser ce qui suit.

La nouvelle législation est entrée en vigueur le 14 octobre 1994, la loi du 15 juillet 1985 ayant été fondamentalement modifiée par celle du 11 juillet 1994 (*Moniteur belge* du 4 octobre 1994).

Passons en revue ces modifications :

1. Le champ d'application de la loi est étendu aux substances à effet β -adrénergique (p. ex., les redistributeurs de Clenbutérol) et à toutes les substances déterminées par le Roi. Cette disposition permettra une intervention plus rapide dans le cas d'utilisation frauduleuse de substances nouvelles en vue d'augmenter la production.

2. Dans le cas où au moins un animal se révèle positif dans une exploitation, le contrôle est étendu à tous les animaux d'engraissement élevés dans l'exploitation. Dans ce cas, tous les coûts d'échantillonnage et d'analyse sont supportés par les éleveurs (environ 10 000 francs par animal).

3. Les animaux qui se révèlent positifs à certaines substances fixées par la loi (thyrostatiques, stilbènes, substances à effet oestrogène, androgène et gestagène) seront systématiquement abattus et ne peuvent dès lors plus se retrouver dans le circuit de la consommation humaine.

4. Une interdiction de commercialiser les animaux est prise pour une période d'un mois (3 mois en cas de récidive) contre toute exploitation où l'utilisation illégale de substances interdites a été découverte.

5. Afin de multiplier les contrôles, des vétérinaires agréés (non-fonctionnaires) peuvent être engagés en renfort du personnel compétent pour la lutte contre l'utilisation d'hormones d'engraissement.

6. Les peines prévues en cas d'infraction à la loi ont été portées au minimum à 6 mois et/ou 6 000 francs ($\times 200 = 1\,200\,000$ francs) et au maximum à 5 ans et/ou 120 000 francs ($\times 200 = 24\,000\,000$ de francs).

Ces peines sont doublées en cas de récidive.

7. Par ailleurs, des dispositions ont été insérées dans la loi pour permettre à la Justice de fermer les exploitations du contrevenant responsable et saisir les biens acquis au moyen de revenus illégaux.

8. Afin de pouvoir détecter les réseaux de distribution de substances illégales, une réduction de peine a été prévue pour ceux qui apporteraient des informations permettant d'en identifier le fournisseur.

9. L'utilisation et la vente de substances à effet hormonal, anti-hormonal ou β -adrénergique ont également été insérées dans la loi sur le blanchiment de l'argent.

Je donnerai ici un exemple pratique de cette stratégie.

Le 2 juin 1995, un engraisseur du pays de Waas a été pris, dans un abattoir, en flagrant délit d'utilisation de produits interdits. Lors d'une descente dans son exploitation agricole, 15 échantillons ont été prélevés sur 97 bêtes, dont 8 se sont révélés positifs. Lors d'une seconde visite, le 8 juin 1995, tous les autres animaux ont été testés. Sur les 82 restants, 28 se sont encore révélés positifs. L'engraisseur en a été informé cette semaine même.

L'addition pour cet engraisseur peut donc d'ores et déjà être évaluée à quelque 4 000 000 de francs. En outre il risque un emprisonnement de maximum 5 ans et/ou une amende de maximum 24 000 000 de francs.

Les modifications de la loi commencent progressivement à porter leurs fruits. Les résultats d'examens ciblés et d'enquêtes pour les six premiers mois de 1995 ne pourront être publiés officiellement qu'à la fin de ce mois. Je peux toutefois déjà vous signaler qu'une nette tendance à la baisse se fait jour dans l'utilisation de stimulateurs de croissance lors de l'engraissement.

Cette tendance est du reste visible à l'œil nu. Les carcasses des bovins abattus sont plus grasses qu'auparavant. Ceci est d'ailleurs confirmé par les usines de traitement des graisses qui voient augmenter leur quantité de matières premières.

Wat betreft mijn beleidsintenties in verband met de problematiek van de strijd tegen het gebruik van groeistimulatoren in de vetmesting, kan ik het volgende mededelen.

Op 14 oktober 1994 trad de nieuwe wetgeving in voege. De wet van 15 juli 1985 werd ingrijpend gewijzigd door de wet van 11 juli 1994 (*Belgisch Staatsblad* van 4 oktober 1994).

Laat mij nog even deze wijzigingen op een rijtje zetten :

1. Het toepassingsveld van de wet is uitgebreid tot de stoffen met β -adrenergische werking (de herverdelers, bijvoorbeeld Clenbuterol) en alle andere door de Koning aangeduide stoffen. Deze bepaling zal het mogelijk maken sneller te handelen wanneer blijkt dat nieuwe stoffen frauduleus worden gebruikt met het oog op een produktieverhoging.

2. In geval minstens één dier positief wordt bevonden op een bedrijf, wordt de controle uitgebreid tot alle mestdieren die in het bedrijf worden gehouden. In dat zelfde geval komen alle kosten van monsternamen en analyse ten laste van de houders (ongeveer 10 000 frank per dier).

3. De dieren die positief bevonden worden voor bepaalde, door de wet vastgelegde stoffen (thyreostatica, stilbenen, stoffen met oestrogene, androgene en gestagene werking) zullen systematisch vernietigd worden en kunnen dus niet meer in het menselijk consumptiecircuït terecht komen.

4. Een commercialiseringsverbod van dieren voor een periode van 1 maand (3 maanden in geval van herhaling) wordt uitgevaardigd tegen ieder bedrijf waar het illegaal gebruik van verboden stoffen in het daglicht werd gesteld.

5. Teneinde de controles te verhogen kunnen erkende dierenartsen (niet-ambtenaren) aangesteld worden om het personeel te versterken dat bevoegd is voor de strijd tegen het gebruik van hormonen in de vetmesting.

6. De voorziene straffen in geval van inbreuk op de wet werden tot minimum 6 maanden en/of 6 000 frank ($\times 200 = 1\,200\,000$ frank) en tot maximum 5 jaar en/of 120 000 frank ($\times 200 = 24\,000\,000$ frank) gebracht.

Deze straffen worden verdubbeld in geval van herhaling.

7. Verder werden bepalingen in de wet ingelast waardoor Justitie de mogelijkheid krijgt om de bedrijven van de verantwoordelijke die in overtreding is te sluiten en om de goederen die door middel van illegale inkomens werden aangeworven in beslag te nemen.

8. Om de distributenetten van illegale stoffen te kunnen opsporen werd een mogelijkheid tot strafvermindering voorzien voor personen die informatie verstrekken waardoor de leverancier van illegale stoffen kan worden opgespoord.

9. Het gebruik en de verhandeling van stoffen met hormonale, antihormonale of β -adrenergische werking werden ook ingelast in de bepalingen van de wet betreffende het witwassen van geld.

Ik zal een praktisch voorbeeld van deze strategie geven.

Op 2 juni 1995 werd een vetmester uit het Waasland in een slachthuis betrapt op het gebruik van verboden middelen. Bij een inval op zijn landbouwbedrijf werden van de 97 dieren 15 stalen genomen. Daarvan bleken er 8 dieren positief. Bij een tweede bezoek op 8 juni 1995 werden alle andere dieren bemonsterd. Van de overige 82 bleken er nogmaals 28 dieren positief. De vetmester werd hiervan deze week op de hoogte gebracht.

Het prijskaartje voor deze vetmester mag dus nu al geschat worden op ongeveer 4 000 000 frank. Daar bovenop kan hij vóór de rechtbank nog veroordeeld worden tot een gevangenisstraf van maximum 5 jaar en/of een geldboete van maximum 24 000 000 frank.

De wetswijzigingen beginnen stilletjes aan hun vruchten af te werpen. De resultaten van gerichte onderzoeken en screenings voor de eerste zes maanden van 1995 zullen pas einde deze maand officieel kunnen bekend gemaakt worden. Ik kan u echter wel reeds meedelen dat er een duidelijke tendens is naar minder gebruik van groeistimulatoren in de vetmesting.

Deze tendens is trouwens met het blote oog zichtbaar. De karkassen van de geslachte runderen bevatten meer vet dan vroeger. Dit wordt trouwens bevestigd door de vetverwerkende bedrijven die hun hoeveelheid grondstoffen zien toenemen.

Mais ce sont surtout les petits et moyens engraisseurs qui ont stoppé ces pratiques. Ils peuvent en effet difficilement courir le risque d'amendes colossales et de saisies.

Le 17 mars 1995, le précédent gouvernement a annoncé une série de mesures nouvelles. Celles-ci portent essentiellement sur :

- Une augmentation draconienne des contrôles, tant par l'Institut d'expertise vétérinaire que par l'Agriculture;
- Un contrôle plus ciblé dans les abattoirs des engraisseurs qui ont déjà, par le passé, été pris (liste noire);
- Plus de moyens pour le Bureau central de recherches (BCR) de la gendarmerie;
- La désignation d'officiers de liaison entre le BCR et les départements concernés;
- Un rôle accru du magistrat national.

Quant à la politique que je compte mener à l'avenir, je peux vous informer qu'elle vise avant tout à mettre intégralement à exécution les mesures déjà prises pour qu'elles puissent avoir leur plein effet. Dès à présent, il semble que les engraisseurs n'apprécient guère de voir leur nom inscrit sur la liste noire de l'Institut d'expertise vétérinaire.

L'application quotidienne de la nouvelle loi montre que des améliorations peuvent encore être apportées ici et là pour frapper encore plus fort. Un groupe de travail interdépartemental a déjà entamé des discussions qui devraient aboutir prochainement à des initiatives en la matière.

La cellule interdépartementale Résidus, placée sous la direction du magistrat national commence à bien fonctionner. Le rôle de ce magistrat est toutefois encore mal coordonné. Il n'a toujours aucune compétence hors de sa circonscription. L'accord de gouvernement prévoit pourtant que des magistrats nationaux doivent avoir des compétences rogatoires sur tout le territoire.

Via le travail de la cellule interdépartementale Résidus et du BCR, il avait été prévu sous la législature précédente de radiographier «la mafia des hormones» sur les plans fiscal et financier. J'en espère des succès rapides.

Enfin, je tiens à soutenir toutes les initiatives qui conduiront à la surveillance intégrale de la chaîne. Le secteur du veau lance prochainement ce système de surveillance intégrale de la chaîne dans le domaine des résidus, et ce en collaboration avec un organisme de contrôle indépendant, le SGS-Agrilab.

Le ministère de la Santé publique (Institut d'expertise vétérinaire) est associé à ce type d'initiative. Des contacts ont aussi été pris avec d'autres organisations (p. ex. ASBL Procobeef). Le 18 juillet 1995, une table ronde entre toutes les administrations concernées et tous les échelons de la chaîne de production de viande a démarré.

Je suis persuadé que ce partenariat entre les pouvoirs publics et le secteur privé se traduira aussi à court terme par une amélioration sensible de la qualité de la viande.

Pensions

Question n° 2 de Mme Maximus du 19 juillet 1995 (N.):

Pécule de vacances des pensionnés.

La loi-programme de 1994 a remplacé l'article 22 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés par un nouveau texte octroyant aux bénéficiaires d'une pension un pécule de vacances annuelles et un pécule complémentaire au pécule de vacances. Les conditions d'octroi et les modalités de paiement en ont été réglées par l'arrêté royal du 5 juin 1994.

Il résulte de l'exposé introductif de la loi-programme que l'intention du gouvernement était de n'octroyer aucun pécule de vacances dans le courant de la première année de la pension, d'accorder la deuxième année un pécule de vacances proportionnel au nombre de mois pendant lesquels le bénéficiaire a touché une pension au cours de l'année précédente et d'accorder, la troi-

Het zijn echter vooral de kleine en middelgrote vetmesters die hebben afgehaakt. Zij kunnen immers moeilijk het risico van de reusachtige boetes en in beslagnames nemen.

Op 17 maart 1995 werden door de vorige regering een aantal nieuwe maatregelen aangekondigd. Deze behelzen vooral :

- Een drastische verhoging van het aantal controles zowel bij het Instituut voor veterinaire keuring als bij Landbouw;
- Een meer doelgerichte controle in de slachthuizen op deze vetmesters die in het verleden reeds betrapt werden (zwarte lijst);
- Meer middelen voor het Centraal Bureau voor opsporingen (CBO) voor de rijkswachter;
- Aanduiding van verbindingsofficieren tussen CBO en de betrokken departementen;
- Een grotere rol voor de nationale magistraat.

Wat mijn beleid naar de toekomst betreft, kan ik u meedelen dat dit er eerst en vooral op gericht is de reeds geplande maatregelen volledig uit te voeren opdat ze hun volledig effect zouden ressorteren. Reeds nu blijkt dat de vetmesters hun naam niet graag vermeld zien op de zwarte lijst van het Instituut voor veterinaire keuring.

Het dagelijks gebruik van de nieuwe wet toont aan dat hier en daar nog verbeteringen mogelijk zijn om nog harder te kunnen toeslaan. Een interdepartementale werkgroep heeft reeds besprekingen aangevat die straks zouden moeten resulteren in initiatieven ter zake.

De interdepartementale cel Residuen onder leiding van de nationale magistraat begint goed te functioneren. De rol van deze magistraat is echter nog altijd slecht gecoördineerd. Hij heeft nog steeds geen enkele bevoegdheid buiten zijn eigen ambtsgebied. In het regeerakkoord is nochtans voorzien dat nationale magistraten vorderingsbevoegdheid moeten krijgen voor het ganse grondgebied.

Via de werking van de interdepartementale cel Residuen en het CBO was tijdens de vorige legislatuur voorzien dat de «hormonenmafia» financieel en fiscaal zou doorgelicht worden. Ik hoop dat hier vlug successen worden geboekt.

Tenslotte wil ik alle initiatieven steunen die leiden tot integrale ketenbewaking. De kalversector start binnenkort dergelijk systeem van integrale ketenbewaking op gebied van residuen in samenwerking met een onafhankelijk controle-organisme, SGS-Agrilab.

Het ministerie van Volksgezondheid (Instituut voor veterinaire keuring) wordt bij dit soort van initiatief betrokken. Ook met andere organisaties (bijvoorbeeld VZW Procobeef) werden contacten gelegd. Op 18 juli 1995 is een rondetafelgesprek gestart tussen alle betrokken administraties en alle schakels van de vleesproductie.

Het is mijn overtuiging dat dit partnership tussen overheid en privé-sector ook op korte termijn zal leiden tot een merkelijke verbetering van de vleeskwiteit.

Pensioenen

Vraag nr. 2 van mevrouw Maximus d.d. 19 juli 1995 (N.):

Vakantiegeld voor gepensioneerden.

Bij de programmawet van 1994 werd artikel 22 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers vervangen door een nieuwe tekst waarbij aan de gerechtigden op een pensioen een jaarlijks vakantiegeld en een aanvullende toeslag bij het vakantiegeld worden toegekend. De voorwaarden van toekenning en de modaliteiten van uitbetaling daarvan werden geregeld bij het koninklijk besluit van 5 juni 1994.

Uit de memorie van toelichting bij de programmawet blijkt dat het in de bedoeling lag van de regering om in de loop van het eerste jaar van het pensioen geen vakantiegeld toe te kennen, in het tweede jaar een vakantiegeld dat in proportionele verhouding staat tot het aantal maanden pensioen dat de gerechtigde in het daaraan voorafgaande jaar heeft genoten en in het derde jaar het

sième année, l'intégralité du pécule de vacances. Ceci afin d'éviter le cumul du pécule de vacances lié à la pension avec celui résultant de l'emploi antérieur. Pour ne pas léser, de ce fait, les personnes n'ouvrant plus de droits au pécule de vacances en atteignant l'âge de la retraite, il a été prévu qu'elles n'étaient pas soumises à ces mesures. L'arrêté royal prévoit donc certaines exceptions, à savoir: «par dérogation à l'alinéa 2, le pécule de vacances et le pécule complémentaire sont attribués intégralement dès l'année au cours de laquelle la pension de retraite prend cours effectivement et, pour la première fois, aux ayants droit qui sont titulaires d'une pré-pension ou bénéficient d'une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage involontaire durant toute l'année civile précédant celle de la prise de cours de la pension».

La limitation du nombre de dérogations à ces trois groupes de personnes fait que les catégories suivantes de pensionnés ne perçoivent pas de pécule de vacances:

1. Les personnes qui ont été tributaires d'un autre revenu complémentaire ou de remplacement au cours de la période précédant l'arrivée à l'âge légal de la pension. Il s'agit des personnes qui bénéficiaient du minimum de moyens d'existence ou d'une allocation de handicapé.

2. Les femmes qui ont mis fin à leur carrière professionnelle avant d'atteindre l'âge de la pension, par exemple pour s'occuper d'un parent âgé. La pension de ces femmes est souvent suspendue au bénéfice de la pension de ménage. On ne tient pas compte du fait qu'elles prennent souvent leur retraite plus tôt que leur conjoint qui travaille.

3. Les personnes qui n'ont pas droit au pécule de vacances si elles n'ont pas bénéficié pendant toute l'année précédant la prise de cours de la pension d'un revenu de remplacement repris dans les exceptions. Ainsi, par exemple, si une femme devient chômeuse le 1^{er} novembre 1993 et que sa pension prend cours le 1^{er} décembre 1994, elle ne recevra pas de pécule de vacances en 1994 parce que celui-ci est lié au versement de pension du mois de mai. Et en 1995, elle ne recevra que la moitié du pécule de vacances, bien qu'elle ne puisse plus percevoir de pécule de vacances d'un employeur antérieur, parce qu'elle a chômé en 1994.

Ces trois exemples montrent que, dans le régime des pensions, il y a pas mal de gens qui ne perçoivent pas de pécule de vacances ou qui ne perçoivent qu'un pécule de vacances partiel, alors qu'ils ne peuvent en percevoir non plus de leur employeur antérieur.

L'honorable ministre ne pense-t-il pas qu'une modification de l'arrêté royal, prévoyant que le pécule de vacances annuelles de la caisse des pensions serait réduit proportionnellement au nombre de mois pour lesquels le pensionné a perçu un pécule de vacances d'une autre caisse, ces droits devant être épuisés d'abord, répondrait mieux aux objectifs de la modification apportée à l'article 22 de l'arrêté royal n° 50 susvisé du 24 octobre 1967?

Réponse: En réponse à sa question, j'ai l'honneur de faire part à l'honorable membre que les bénéficiaires des régimes résiduaux (exemple 1) ainsi que les femmes qui ont cessé définitivement leur activité professionnelle avant d'avoir atteint l'âge de la retraite (exemple 2) ne se trouvent pas, en vertu du régime des pensions des travailleurs salariés, dans une période assimilée à une période d'activité, au même titre que les chômeurs, les invalides et les pensionnés. Dans cette optique, il me semble dès lors justifié que ces situations n'aient pas été reprises au nombre des exceptions.

Quant au troisième exemple cité, je me permets d'attirer l'attention de l'honorable membre sur le fait que l'activité professionnelle exercée en 1993 ouvre le droit au pécule de vacances en 1994. La législation en matière des vacances annuelles contient, à cet effet, des règles spécifiques, selon qu'il s'agit d'un ouvrier ou d'un employé.

En conséquence et compte tenu de l'objectif budgétaire poursuivi, il ne me paraît pas souhaitable de procéder à une modification des dispositions prises.

integrale vakantiegeld. Zulks om de samenloop van het pensioen-vakantiegeld met vakantiegeld dat voortvloeit uit de voorafgaande tewerkstelling te vermijden. Opdat de personen die bij het bereiken van de pensioenleeftijd geen rechten op vakantiegeld meer openen hierdoor niet zouden worden benadeeld, werd bepaald dat zij niet aan die maatregelen werden onderworpen. Het koninklijk besluit voorziet dus in een aantal uitzonderingen: met name «in afwijking van het tweede lid worden het vakantiegeld en de aanvullende toeslag volledig toegekend vanaf het jaar waarin het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaat, aan gerechtigden die titularis zijn van een brugpensioen, of genieten van vergoedingen wegens ziekte, invaliditeit of onvrijwillige werkloosheid gedurende het volledige burgerlijk jaar dat voorafgaat aan het jaar tijdens hetwelk het pensioen ingaat».

De beperking van het aantal afwijkingen tot deze drie groepen personen heeft voor gevolg dat de volgende categorieën gepensioneerden geen vakantiegeld ontvangen:

1. Personen die van een ander vervangings- of aanvullend inkomen hebben moeten leven in de periode die het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd voorafgaat. D.w.z. personen die een bestaansminimum genoten of een uitkering als gehandicapte.

2. Vrouwen die hun beroepsloopbaan hebben stopgezet vóór het bereiken van de pensioenleeftijd, bijvoorbeeld om een bejaarde ouder te verzorgen. Het pensioen van deze vrouwen wordt vaak geschorst ten voordele van het gezinspensioen. Men gaat voorbij aan het feit dat deze vrouwen vaak vroeger op pensioen gaan dan hun werkende echtgenoot.

3. Personen die geen recht op vakantiegeld hebben indien ze niet het ganse jaar vóór het ingaan van het pensioen een vervangingsinkomen hebben genoten dat in de uitzonderingen is opgenomen. Een praktijkvoorbeeld: een vrouw wordt op 1 november 1993 werkloos, op 1 december 1994 gaat haar pensioen in. In 1994 ontvangt zij geen vakantiegeld omdat het vakantiegeld gekoppeld is aan de pensioenuitkering van de maand mei. In 1995 krijgt ze slechts 1/12 van het vakantiegeld ondanks het feit dat ze geen vakantiegeld meer kan ontvangen van een vroegere werkgever daar ze in 1994 werkloos was.

Deze drie voorbeelden duiden aan dat er heel wat mensen in de pensioenregeling geen of slechts een gedeeltelijk vakantiegeld ontvangen ondanks het feit dat ze evenmin vakantiegeld kunnen ontvangen van hun vorige werkgever.

Graag vernam ik van de geachte minister of een wijziging van het koninklijk besluit, in die zin dat het jaarlijks vakantiegeld van de pensioenkas verminderd wordt a rato van het aantal maanden waarvoor de gepensioneerde vakantiegeld van een andere kas zou kunnen ontvangen, waarbij gesteld wordt dat deze rechten eerst moeten uitgeput worden, niet beter zou aansluiten bij de bedoelingen die voorlagen bij de wijziging van artikel 22 van het hogervermeld koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967.

Antwoord: In antwoord op haar vraag heb ik de eer het geachte lid mee te delen dat gerechtigden uit residuaire stelsels (voorbeeld 1) en vrouwen die voor het bereiken van de pensioengerechtigde leeftijd definitief hun beroepsbezigheid hebben gestaakt (voorbeeld 2) zich krachtens de regeling voor werknemerspensioenen niet, zoals werklozen, invaliden en bruggepensioneerden, in een met arbeid gelijkgesteld tijdvak bevinden. In die optiek lijkt het mij dan ook verantwoord dat zij werden uitgesloten van de uitzonderingen die werden ingeschreven.

In het derde, door het geachte lid, geciteerde voorbeeld wens ik erop te wijzen dat de in 1993 uitgeoefende beroepsbezigheid recht opent op vakantiegeld in het jaar 1994. De wetgeving inzake jaarlijkse vakantie voorziet ten deze specifieke regels, naargelang het een arbeider dan wel een bediende betreft.

In de gegeven omstandigheden en gelet op de budgettaire doelstelling van de genomen maatregelen, lijkt het mij niet wenselijk deze voor wijziging vatbaar te verklaren.

Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Agriculture

Question n° 1 de M. Hostekint du 4 juillet 1995 (N.):

Conseil du bien-être des animaux. — Représentation des amateurs.

À la fin de la législature passée, le Parlement a adopté la modification de la loi du 14 août 1986 relative au bien-être des animaux.

Lors des discussions préparatoires, on a invité notamment diverses associations à des auditions. Il est apparu à cette occasion que les «amateurs» (pinsonniers, colombophiles, aviculteurs, etc.) étaient d'un apport précieux dans les discussions relatives au bien-être des animaux.

On en a conçu l'idée d'assurer aussi à ces amateurs une représentation au sein du Conseil du bien-être des animaux. Le ministre de l'Agriculture de l'époque a promis aux organisations et au Parlement que la question serait réglée par la voie d'un arrêté royal.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes:

1° La promesse faite par le ministre de l'époque concernant la représentation des amateurs (organisations représentatives, notamment, des pinsonniers et des colombophiles) dans le cadre du Conseil du bien-être des animaux sera-t-elle mise en œuvre?

2° Dans quel délai cette représentation pourra-t-elle être réglée?

Réponse: Le nécessaire sera fait à fin d'augmenter le nombre de représentants du secteur hobby au Conseil du bien-être des animaux. Cela se fera à l'occasion du renouvellement des mandats des membres du conseil et demandera une révision de l'arrêté royal du 11 octobre 1988 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil du bien-être des animaux.

La mission principale est de trouver des associations représentatives qui ne s'occupent pas uniquement d'un hobby spécifique mais qui pourraient représenter une grande partie des éleveurs-amateurs d'animaux dont notre pays est riche.

Parce qu'en même temps la composition du conseil dans son ensemble sera revue en concertation avec le président actuel, je ne peux donner de délai sur le déroulement de la procédure. J'assure l'honorable membre que ce dossier sera traité en priorité.

Ministre des Transports

Question n° 1 de M. Daras du 10 juillet 1995 (Fr.):

Accidents sur la bretelle reliant le quai des Ardennes à l'autoroute E25 (Liège-Chênée).

Fréquemment des accidents ont lieu sur la bretelle qui relie le quai des Ardennes (Liège) à l'autoroute E25 (Chênée).

L'honorable ministre peut-il m'indiquer:

1. Combien d'accidents impliquant des poids lourds ont eu lieu sur cette bretelle depuis son ouverture?
2. Quelles sont les causes avérées de ces accidents?
3. Quelles sont les initiatives prises pour augmenter la sécurité à cet endroit?

Réponse: La question posée par l'honorable membre concerne des voiries régionales qui sont de la compétence du ministre de la Région wallonne qui a les Travaux publics dans ses attributions.

Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Landbouw

Vraag nr. 1 van de heer Hostekint d.d. 4 juli 1995 (N.):

Raad voordierenwelzijn. — Vertegenwoordiginghobbyisten.

Op het einde van de vorige legislatuur keurde het Parlement de wijziging van de wet op het dierenwelzijn van 14 augustus 1986 goed.

Tijdens de besprekingen die hieraan voorafgingen werden onder andere diverse verenigingen uitgenodigd op hoorzittingen. Hieruit bleek dat ook de zogenaamde hobbyisten (beoefenaars van vinken- en duivensport, vogelkwekers, enz.) een waardevolle inbreng hadden in de discussies omtrent het welzijn van de dieren.

Van daaruit groeide de idee om aan deze hobbyisten ook een vertegenwoordiging toe te kennen in de Raad voor het dierenwelzijn. De toenmalige minister van Landbouw beloofde aan de organisaties en aan het Parlement dat dit via een koninklijk besluit zou gereld worden.

Graag had ik van de geachte minister het volgende vernomen:

1° Zal de belofte van de toenmalige minister met betrekking tot de vertegenwoordiging van de hobbyisten (representatieve organisaties van onder andere vinkeniers, duivenmelkers) in de Raad voor het dierenwelzijn worden uitgevoerd?

2° Binnen welke termijn zal die vertegenwoordiging geregeld worden?

Antwoord: Het nodige zal inderdaad gedaan worden om de hobbysector meer vertegenwoordigers in de Raad voor dierenwelzijn te bezorgen. Dit zal gebeuren ter gelegenheid van de vernieuwing van de mandaten van de leden van de raad, en zal een herziening vergen van het koninklijk besluit van 11 oktober 1988 tot regeling van de samenstelling en de werking van de Raad voor dierenwelzijn.

De belangrijkste opdracht hierbij is om representatieve verenigingen aan te duiden die zich niet met één erg specifieke hobby bezighouden, maar die een groot deel van de dierenliefhebbers die ons land rijk is, kunnen vertegenwoordigen.

Omdat terzelfder tijd de samenstelling van de raad in zijn geheel zal herbekeken worden, in overleg met de huidige voorzitter, verkies ik geen termijn binnen dewelke de hele procedure rond zal zijn voorop te stellen. Ik verzeker het geachte lid er evenwel van dat deze zaak met voorrang behandeld wordt.

Minister van Vervoer

Vraag nr. 1 van de heer Daras d.d. 10 juli 1995 (Fr.):

OngelukkenopdeverbindingswegtussendequaidesArdennes en de autosnelweg E25 (Luik-Chênée).

Er doen zich vaak ongelukken voor op de verbindingsweg tussen de quai des Ardennes (Luik) en de autosnelweg E25 (Chênée).

Kunt u mij mededelen:

1. Hoeveel ongelukken met vrachtwagens er op deze verbindingsweg al plaatsgehad hebben sedert de openstelling ervan;
2. Waaraan deze ongelukken te wijten waren;
3. Welke initiatieven genomen zijn om de veiligheid op die plaats te verhogen?

Antwoord: De vraag die door het geachte lid is gesteld, heeft betrekking op gewestwegen. De minister van het Waalse Gewest die bevoegd is voor Openbare Werken, is desbetreffend bevoegd.

Ministre de la Justice

Question n° 4 de M. Erdman du 5 juillet 1995 (N.):

Informatisation de l'ordre judiciaire.

Dans une brochure publiée par le ministère de la Justice sous l'intitulé «L'informatisation de l'ordre judiciaire», il est mentionné, dans l'aperçu des projets en cours, «que des machines à écrire sophistiquées et des PC dotés de programmes de traitement de texte ont été mis à la disposition des greffes et des secrétariats de parquet à leur demande individuelle pour répondre à des besoins urgents».

L'honorable ministre pourrait-il me dire combien de demandes lui ont été adressées depuis le lancement de cette initiative et par quels greffes et secrétariats de parquet?

Dans quelle mesure et dans quels délais a-t-il été répondu à ces demandes (indépendamment d'autres initiatives et/ou projets)?

Réponse: Sur les 514 appareils de traitement de texte couplés à des machines à écrire qui ont été mis en service entre 1983 et 1987, environ 190 machines sont hors service et ont été, ou vont être, transférées à l'administration de la TVA, de l'Enregistrement et des Domaines.

Des 324 appareils restant en fonction, 124 ont 10 ans ou plus et dès lors ne sont pas susceptibles d'être réaffectés.

La procédure de redistribution des 200 appareils de traitement de texte restants a débuté mi-1994. Celle-ci consiste en la vérification technique complète du système afin d'apporter une compatibilité maximale avec les appareils déjà utilisés dans les services demandeurs. Quarante-quatre demandes nous sont déjà parvenues et plus de 60 appareils ont déjà fait l'objet d'une réaffectation.

Outre la compatibilité linguistique, plusieurs paramètres techniques importants sont prépondérants quant aux choix et possibilités de réaffectation du matériel.

La priorité a été donnée aux tribunaux, auditorats et cours du travail, car ceux-ci ne bénéficient pas encore d'un projet d'informatisation intégré.

Transfert d'appareils de traitement de texte VS20 et TWIX.

1. Auditorat général près la Cour militaire
Bruxelles

Date de la demande: 10 août 1994

Nombre d'appareils demandé: 1

Date d'exécution de la demande: 13 septembre 1994

Type d'appareil transféré: 1 × VS20/III

2. Cour du travail

Hasselt

Date de la demande: 18 octobre 1994

Nombre d'appareils demandé: 2

Date d'exécution de la demande: 21 décembre 1994

Type d'appareil transféré: 2 × VS20/III

3. Date de la demande: 17 janvier 1995

Nombre d'appareils demandé: 1

Date d'exécution de la demande: 18 janvier 1995

Type d'appareil transféré: 1 × VS20/I

4. Tribunal de première instance

Anvers

Date de la demande: 9 septembre 1994

Nombre d'appareils demandé: 2

Date d'exécution de la demande: 15 septembre 1994

Type d'appareil transféré: 2 × VS20/I

5. Arlon

Date de la demande: 21 septembre 1994

Nombre d'appareils demandé: 2

Date d'exécution de la demande: 2 décembre 1995

Type d'appareil transféré: 1 × VS20/I, 1 TWIX

6. Bruges

Date de la demande: 31 mars 1995

Minister van Justitie

Vraag nr. 4 van de heer Erdman d.d. 5 juli 1995 (N.):

Informatisering van de rechterlijke orde.

In een brochure uitgegeven door het ministerie van Justitie met de titel «De informatisering van de rechterlijke orde» wordt in het overzicht van de lopende projecten gemeld dat «er veredelde schrijfmachines en PC's met een tekstverwerkingsprogramma ter beschikking werden gesteld van de griffies en parketsecretariaten op individuele aanvraag, om een antwoord te bieden aan dringende noden».

Ik zou u bijzonder danken mij wel te willen mededelen hoeveel aanvragen en van welke griffies en parketsecretariaten u bereikt hebben sinds het opstarten van dit initiatief.

In welke mate en binnen welk tijdsbestek werd aan deze vragen beantwoord (dit alles ongeacht andere initiatieven en/of projecten)?

Antwoord: Tussen 1983 en 1987 worden 514 tekstverwerkers — gekoppeld aan schrijfmachines — in gebruik genomen. Daarvan zijn ongeveer 190 apparaten buiten dienst: deze werden of worden overgedragen aan de administratie van de BTW, der Registratie en Domeinen.

Van de 324 resterende toestellen zijn er 124 apparaten ouder dan 10 jaar, die bijgevolg niet meer in aanmerking komen tot herverdeling.

De herverdelingsprocedure van de resterende 200 tekstverwerkers startte midden 1994. Ze bestaat uit één volledig technisch nazicht van het systeem teneinde een maximale verenigbaarheid te bekomen met de reeds gebruikte toestellen bij de aanvragende dienst. Vierenveertig aanvragen zijn reeds ingediend en meer dan 60 machines zijn reeds herverdeeld.

Naast de verenigbaarheid inzake taal, dienen verschillende belangrijke technische parameters in overweging te worden genomen, inzake de keuze en de mogelijkheid tot herverdeling van het materiaal.

Er werd voorrang gegeven aan de arbeidsrechtbanken, arbeidsauditoraten en arbeidshoven, aangezien deze nog geen informatiseringsproject genieten.

Herverdeling van tekstverwerkers VS20 en TWIX.

1. Auditoraat generaal bij het Krijgshof
Brussel

Aanvraagdatum: 10 augustus 1994

Aantal gevraagde toestellen: 1

Uitvoeringsdatum: 13 september 1994

Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/III

2. Arbeidshof

Hasselt

Aanvraagdatum: 18 oktober 1994

Aantal gevraagde toestellen: 2

Uitvoeringsdatum: 21 december 1994

Overdraagbaar toestel type: 2 × VS20/III

3. Aanvraagdatum: 17 januari 1995

Aantal gevraagde toestellen: 1

Uitvoeringsdatum: 18 januari 1995

Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/I

4. Rechtbank van eerste aanleg

Antwerpen

Aanvraagdatum: 9 september 1994

Aantal gevraagde toestellen: 2

Uitvoeringsdatum: 15 september 1994

Overdraagbaar toestel type: 2 × VS20/I

5. Aarlen

Aanvraagdatum: 21 september 1994

Aantal gevraagde toestellen: 2

Uitvoeringsdatum: 2 december 1995

Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/I, 1 TWIX

6. Brugge

Aanvraagdatum: 31 maart 1995

Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 3 septembre 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/III
 7. Date de la demande: 3 mai 1995
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 19 juin 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/II
 8. Charleroi
 Date de la demande: 26 avril 1995
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 2 mai 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/II
 9. Neufchâteau
 Date de la demande: 7 février 1995
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 12 avril 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/I
 10. Nivelles
 Date de la demande: 13 janvier 1995
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 24 février 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/I
 11. Parquet du procureur du Roi
 Arlon
 Date de la demande: 16 août 1994
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 18 novembre 1994
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/II
 12. Audenaerde
 Date de la demande: 18 janvier 1995
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 26 janvier 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/I
 13. Auditorat du travail
 Bruxelles
 Date de la demande: 13 octobre 1993 et 11 mars 1994
 Nombre d'appareils demandé: 8
 Date d'exécution de la demande: 15 mai 1995
 Type d'appareil transféré: 6 × VS20/I et II
 14. Charleroi
 Date de la demande: 16 février 1995
 Nombre d'appareils demandé: 5
 Date d'exécution de la demande: 31 mai 1995
 Type d'appareil transféré: 5 × VS20/I-II et III
 15. Termonde
 Date de la demande: 9 novembre 1995
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 25 janvier 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/II
 16. Liège
 Date de la demande: 30 septembre 1994
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 23 février 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/I
 17. Tribunal du travail
 Termonde
 Date de la demande: 9 novembre 1994
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 25 janvier 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/II
 18. Huy
 Date de la demande: 14 octobre 1994
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 21 octobre 1994
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/I

Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 3 september 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/III
 7. Aanvraagdatum: 3 mei 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 19 juni 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/II
 8. Charleroi
 Aanvraagdatum: 26 april 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 2 mei 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/II
 9. Neufchâteau
 Aanvraagdatum: 7 februari 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 12 april 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/I
 10. Nivelles
 Aanvraagdatum: 13 januari 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 24 februari 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/I
 11. Parket van de procureur des Konings
 Aarlen
 Aanvraagdatum: 16 augustus 1994
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 18 november 1994
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/II
 12. Oudenaarde
 Aanvraagdatum: 18 januari 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 26 januari 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/I
 13. Arbeidsauditoraat
 Brussel
 Aanvraagdatum: 13 oktober 1993 en 11 maart 1994
 Aantal gevraagde toestellen: 8
 Uitvoeringsdatum: 15 mei 1995
 Overdraagbaar toestel type: 6 × VS20/I en II
 14. Charleroi
 Aanvraagdatum: 16 februari 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 5
 Uitvoeringsdatum: 31 mei 1995
 Overdraagbaar toestel type: 5 × VS20/I-II en III
 15. Dendermonde
 Aanvraagdatum: 9 november 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 5
 Uitvoeringsdatum: 25 januari 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/II
 16. Luik
 Aanvraagdatum: 30 september 1994
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 23 februari 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/I
 17. Arbeidsrechtbank
 Dendermonde
 Aanvraagdatum: 9 november 1994
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 25 januari 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/II
 18. Hoei
 Aanvraagdatum: 14 oktober 1994
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 21 oktober 1994
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/I

19. Marche-en-Famenne
Date de la demande: 9 décembre 1994
Nombre d'appareils demandé: 1
Date d'exécution de la demande: 15 décembre 1994
Type d'appareil transféré: 1 × VS20/I
20. Neufchâteau
Date de la demande: 28 juillet 1994
Nombre d'appareils demandé: 1
Date d'exécution de la demande: 15 octobre 1994
Type d'appareil transféré: 1 × VS20/III
21. Verviers
Date de la demande: 21 septembre 1994
Nombre d'appareils demandé: 1
Date d'exécution de la demande: 15 décembre 1994
Type d'appareil transféré: 1 × VS20/III
22. Date de la demande: 18 octobre 1994
Nombre d'appareils demandé: 2
Date d'exécution de la demande: 8 mars 1995
Type d'appareil transféré: 1 × VS20/I et 1 × VS20/II
23. Furnes
Date de la demande: 4 août 1994
Nombre d'appareils demandé: 1
Date d'exécution de la demande: 9 novembre 1994
Type d'appareil transféré: 1 × VS20/III
24. Tribunal de commerce
Dinant
Date de la demande: 9 novembre 1994
Nombre d'appareils demandé: 2
Date d'exécution de la demande: 22 décembre 1994
Type d'appareil transféré: 1 × VS20/I et 1 × VS20/II
25. Justice de paix
Borgerhout
Date de la demande: 1 mars 1995
Nombre d'appareils demandé: 2
Date d'exécution de la demande: 28 avril 1995
Type d'appareil transféré: 2 × VS20/III
26. Bruxelles 5^e canton
Date de la demande: 15 novembre 1994
Nombre d'appareils demandé: 1
Date d'exécution de la demande: 22 décembre 1994
Type d'appareil transféré: 1 × VS20/II
27. Kraainem
Date de la demande: 25 octobre 1994
Nombre d'appareils demandé: 2
Date d'exécution de la demande: 21 novembre 1994
Type d'appareil transféré: 1 × VS20 et 1 × TWIX
28. Rhode-Saint-Génèse
Date de la demande: 21 octobre 1994
Nombre d'appareils demandé: 1
Date d'exécution de la demande: 19 mai 1995
Type d'appareil transféré: 1 × VS20/III
29. Wavre
Date de la demande: 15 mai 1995
Nombre d'appareils demandé: 1
Date d'exécution de la demande: 10 juillet 1995
Type d'appareil transféré: 1 × P65 Dario
30. Wolvertem
Date de la demande: 3 mai 1995
Nombre d'appareils demandé: 1
Date d'exécution de la demande: 15 mai 1995
Type d'appareil transféré: 1 × VS20/I

19. Marche-en-Famenne
Aanvraagdatum: 9 december 1994
Aantal gevraagde toestellen: 1
Uitvoeringsdatum: 15 december 1994
Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/I
20. Neufchâteau
Aanvraagdatum: 28 juli 1994
Aantal gevraagde toestellen: 1
Uitvoeringsdatum: 15 oktober 1994
Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/III
21. Verviers
Aanvraagdatum: 21 september 1994
Aantal gevraagde toestellen: 1
Uitvoeringsdatum: 15 december 1994
Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/III
22. Aanvraagdatum: 18 oktober 1994
Aantal gevraagde toestellen: 2
Uitvoeringsdatum: 8 maart 1995
Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/I, 1 × VS20/II
23. Veurne
Aanvraagdatum: 4 augustus 1994
Aantal gevraagde toestellen: 1
Uitvoeringsdatum: 9 november 1994
Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/III
24. Handelsrechtbank
Dinant
Aanvraagdatum: 9 november 1994
Aantal gevraagde toestellen: 2
Uitvoeringsdatum: 22 december 1994
Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/I, 1 × VS20/II
25. Vrederecht
Borgerhout
Aanvraagdatum: 1 maart 1995
Aantal gevraagde toestellen: 2
Uitvoeringsdatum: 28 april 1995
Overdraagbaar toestel type: 2 × VS20/III
26. Brussel 5e kanton
Aanvraagdatum: 15 november 1994
Aantal gevraagde toestellen: 1
Uitvoeringsdatum: 22 december 1994
Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/II
27. Kraainem
Aanvraagdatum: 25 oktober 1994
Aantal gevraagde toestellen: 2
Uitvoeringsdatum: 21 november 1994
Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20, 1 × TWIX
28. Sint-Genesius-Rode
Aanvraagdatum: 21 oktober 1994
Aantal gevraagde toestellen: 1
Uitvoeringsdatum: 19 mei 1995
Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/III
29. Waver
Aanvraagdatum: 15 mei 1995
Aantal gevraagde toestellen: 1
Uitvoeringsdatum: 10 juli 1995
Overdraagbaar toestel type: 1 × P65 Dario
30. Wolvertem
Aanvraagdatum: 3 mei 1995
Aantal gevraagde toestellen: 1
Uitvoeringsdatum: 15 mei 1995
Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/I

31. Zandhoven
 Date de la demande: 1 mars 1995
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 15 mai 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/III

32. Tribunal de police
 Bruxelles
 Date de la demande: 3 juillet 1995
 Nombre d'appareils demandé: 2
 Date d'exécution de la demande: 5 juillet 1995
 Type d'appareil transféré: 2 × TWIX

33. Dinant
 Date de la demande: 21 février 1995
 Nombre d'appareils demandé: 2
 Date d'exécution de la demande: 3 mars 1995
 Type d'appareil transféré: 2 × VS20/I

34. Huy
 Date de la demande: 3 janvier 1995
 Nombre d'appareils demandé: 2
 Date d'exécution de la demande: 28 février 1995
 Type d'appareil transféré: 2 × VS20/II

35. Tournai
 Date de la demande: 27 décembre 1994
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 21 février 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × VS20/III

36. Wavre
 Date de la demande: 23 décembre 1994
 Nombre d'appareils demandé: 1
 Date d'exécution de la demande: 18 janvier 1995
 Type d'appareil transféré: 1 × TWIX

37. Parquet de police
 Anvers
 Date de la demande: 17 janvier 1995
 Nombre d'appareils demandé: 2
 Date d'exécution de la demande: 3 mars 1995
 Type d'appareil transféré: 2 × VS20/II
 Demandes d'appareils de traitement de texte en attente (VS20)

1. Parquet près la Cour d'appel
 Anvers
 Date de la demande: 25 avril et 6 septembre 1994
 Nombre d'appareils: 1
2. Parquet du Procureur du Roi
 Bruges
 Date de la demande: 17 mars 1995
 Nombre d'appareils: 3
3. Charleroi
 Date de la demande: 9 mai 1994
 Nombre d'appareils: 2
4. Tongres
 Date de la demande: 7 juin 1994
 Nombre d'appareils: 5
5. Tribunal de première instance
 Tournai
 Date de la demande: 25 mai 1994
 Nombre d'appareils: 1
6. Auditorat du travail
 Bruges
 Date de la demande: 3 mai 1994
 Nombre d'appareils: 2

31. Zandhoven
 Aanvraagdatum: 1 maart 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 15 mei 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/III

32. Politierechtbank
 Brussel
 Aanvraagdatum: 3 juli 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 2
 Uitvoeringsdatum: 5 juli 1995
 Overdraagbaar toestel type: 2 × TWIX

33. Dinant
 Aanvraagdatum: 21 februari 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 2
 Uitvoeringsdatum: 3 maart 1995
 Overdraagbaar toestel type: 2 × VS20/I

34. Hoei
 Aanvraagdatum: 3 januari 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 2
 Uitvoeringsdatum: 28 februari 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/II

35. Doornik
 Aanvraagdatum: 27 december 1994
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 21 februari 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × VS20/III

36. Waver
 Aanvraagdatum: 23 december 1994
 Aantal gevraagde toestellen: 1
 Uitvoeringsdatum: 18 januari 1995
 Overdraagbaar toestel type: 1 × TWIX

37. Politieparket
 Antwerpen
 Aanvraagdatum: 17 januari 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 2
 Uitvoeringsdatum: 3 maart 1995
 Overdraagbaar toestel type: 2 × VS20/II
 Wachtlijst aanvragen tekstverwerkers (VS20)

1. Parket bij het Hof van beroep
 Antwerpen
 Aanvraagdatum: 25 april en 6 september 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 1
2. Parket van de procureur des Konings
 Brugge
 Aanvraagdatum: 17 maart 1995
 Aantal gevraagde toestellen: 3
3. Charleroi
 Aanvraagdatum: 9 mei 1994
 Aantal gevraagde toestellen: 2
4. Tongeren
 Aanvraagdatum: 7 juni 1994
 Aantal gevraagde toestellen: 5
5. Rechtbank van eerste aanleg
 Doornik
 Aanvraagdatum: 25 mei 1994
 Aantal gevraagde toestellen: 1
6. Arbeidsauditoraat
 Brugge
 Aanvraagdatum: 3 mei 1994
 Aantal gevraagde toestellen: 2

SOMMAIRE PAR OBJET — ZAAKREGISTER

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
--------------------	-------------------------------	--------	------------------------	------------------------

* Question sans réponse

** Réponse provisoire

* Vraag zonder antwoord

** Voorlopig antwoord

Premier Ministre**Eerste Minister**

27. 7.1995	4	Erdman	Accords de coopération entre l'État, les Communautés et les Régions. Samenwerkingsakkoorden tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.	7
------------	---	--------	---	---

Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur**Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken**

5. 7.1995	1	Hostekint	* Octroi du titre honorifique aux anciens conseillers communaux. Toekenning ere-titel aan gewezen gemeenteraadsleden.	3
7. 7.1995	2	Boutmans	* Exercices internationaux de police et de sécurité. Internationale politieënle en veiligheidssoefeningen.	3

Ministre des Finances et du Commerce extérieur**Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel**

5. 7.1995	1	Loones	* Déclarations de revenus. — Enquête approfondie et enquête sommaire. Belastingaangiften. — Grondig en summier onderzoek.	3
5. 7.1995	2	Loones	* Fisc. — Longs questionnaires. Fiscus. — Lange vragenlijsten.	4

Ministre de la Santé publique et des Pensions**Minister van Volksgezondheid en van Pensioenen**

11. 7.1995	1	Hostekint	Problèmes concernant la qualité de la viande belge. Problemen in verband met de kwaliteit van het Belgische vlees.	9
19. 7.1995	2	Mme/Mevr. Maximus	Pécule de vacances des pensionnés. Vakantiegeld voor gepensioneerden.	11

Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes**Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen**

10. 7.1995	2	Daras	* Intervention de l'assureur en cas de litige concernant un accident de travail et/ou sur le chemin du travail. Optreden van de verzekeraar in geval van een geschil omtrent een arbeidsongeval en/of een ongeval op weg naar en van het werk.	5
------------	---	-------	---	---

Ministre des Affaires sociales**Minister van Sociale Zaken**

5. 7.1995	3	Anciaux	* Vaccination contre l'hépatite B. Hepatitis B-vaccinatie.	5
5. 7.1995	4	Anciaux	* Nouvelles conventions pour ce qui est des centres de rééducation fonctionnelle. Nieuwe conventies voor revalidatiecentra.	5

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises				
Minister van Landbouw en voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen				
4. 7.1995	1	Hostekint	Conseil du bien-être des animaux. — Représentation des amateurs. Raad voor dierenwelzijn. — Vertegenwoordiging hobbyisten.	13
Ministre des Transports				
Minister van Vervoer				
10. 7.1995	1	Daras	Accidents sur la bretelle reliant le quai des Ardennes à l'autoroute E25 (Liège-Chênée). Ongelukken op de verbindingsweg tussen de quai des Ardennes en de autosnelweg E25 (Luik-Chênée).	13
Ministre de la Justice				
Minister van Justitie				
5. 7.1995	3	Erdman	* Procédure disciplinaire applicable au personnel des greffes. Tuchtprocedure griffiepersoneel.	6
5. 7.1995	4	Erdman	Informatisation de l'ordre judiciaire. Informatisering van de rechterlijke orde.	14